



European Union
EXTERNAL ACTION

POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE DE L'UNION EUROPÉENNE MISSIONS ET OPÉRATIONS

RAPPORT ANNUEL 2017



Couvertures (photos)

Première de couverture: L'orchestre de l'école de police de Mogadiscio en répétition avant une cérémonie de remise de médaille à l'issue d'une formation des formateurs organisée en octobre 2017 dans le cadre de l'EUCAP Somalia et du soutien apporté par cette mission au Conseil pour le développement professionnel de la police de Somalie. © Francesca Marretta

Quatrième de couverture: Membres du bureau du procureur général participant à un atelier police justice dans le Puntland, en Somalie, en décembre 2016. © Francesca Marretta

Sauf indication contraire, le présent rapport porte sur la période allant du 1er décembre 2016 au 30 novembre 2017.

POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DE DÉFENSE COMMUNE DE L'UNION EUROPÉENNE MISSIONS ET OPÉRATIONS

Rapport annuel 2017

Table des matières

PAGE	
04	Avant-propos de la haute représentante de l'Union et vice-présidente de la Commission
07	Carte des missions et opérations de la PSDC de l'UE
08	Aperçu général par le commandant des opérations civiles et le directeur de la capacité militaire de planification et de conduite
14	Mission "État de droit" menée par l'UE au Kosovo
15	Mission de conseil de l'UE en Ukraine
16	Mission d'observation de l'UE en Géorgie
17	Mission de conseil de l'UE en Iraq
18	Mission de police de l'UE pour les territoires palestiniens
19	Mission de l'UE d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah
20	Mission de l'UE d'assistance aux frontières en Libye
21	Mission de l'UE visant au renforcement des capacités au Niger (Sahel Niger)
22	Mission de l'UE visant au renforcement des capacités au Mali (Sahel Mali)
23	Mission de formation de l'UE au Mali
24	Cellule de coordination régionale de l'UE pour le Sahel
25	Mission de l'UE visant au renforcement des capacités en Somalie
26	Mission de formation de l'UE en Somalie
27	Force navale de l'UE en Somalie (Opération ATALANTA)
28	Mission de formation de l'UE en République centrafricaine
29	Force navale de l'UE en Méditerranée du Sud (Opération Sophia)
30	Opération militaire de l'UE en Bosnie-Herzégovine (opération ALTHEA)
31	EU BAM Moldavie/Ukraine
32	Soutien aux missions



Federica Mogherini

Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/
vice-présidente de la Commission

► Avant-propos de Federica Mogherini

Au cours de l'année écoulée, nous avons accompli davantage de progrès dans la mise en place d'une Union européenne de la sécurité et de la défense que durant ces dernières décennies. Lorsque nous avons commencé à mettre en œuvre la stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union européenne, notre première mesure a consisté à créer le tout premier centre de commandement pour les missions militaires de formation et de conseil de l'Union européenne et à établir un lien permanent entre cette nouvelle structure militaire et le commandement central des missions civiles de l'Union.

Les seize missions et opérations que nous menons sur le terrain dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune sont devenues une composante essentielle de notre politique étrangère. Les quelque 2 000 civils et 3 300 militaires qui les composent sont déployés en Europe, au Proche-Orient et en Afrique; bien que ces femmes et ces hommes servent loin de leur pays, ils contribuent directement à notre propre sécurité au sein de l'Union européenne. C'est également grâce à nos missions que nos partenaires du monde entier considèrent de plus en plus l'Union européenne comme un garant de la sécurité mondiale: ils savent que nous sommes une puissance fiable et un partenaire indispensable pour assurer la paix et la sécurité dans le monde.

Ce deuxième rapport annuel présente un aperçu des résultats et des activités de nos dix missions civiles (au Kosovo, en Ukraine, en Géorgie, au Niger, au Mali, dans les territoires palestiniens occupés, en Iraq, en Libye et en Somalie) et de nos six missions et opérations militaires (en Bosnie-Herzégovine, en Méditerranée centrale, en Somalie (sur terre et au large des côtes), au Mali et en République centrafricaine). Il porte également sur une nouvelle cellule de coordination régionale civilo-militaire hybride, dont le personnel est déployé dans les différents pays du G5 Sahel (Burkina

Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). L'évolution des menaces qui pèsent sur la sécurité confère à notre éventail d'actions civiles et militaires une importance inédite.

Certains observateurs avaient prédit un certain essoufflement de notre action militaire et civile à l'étranger. Or, nous avons très récemment mis en place une nouvelle mission civile destinée à soutenir la stabilisation de l'Iraq en ce moment décisif de son histoire, alors que le pays a été libéré de la présence de Daech. Pour la toute première fois, cette mission compte parmi ses membres un expert en protection du patrimoine culturel, ce dont je suis extrêmement fière. Alors que les menaces évoluent, nous recherchons en permanence de nouveaux moyens d'œuvrer pour la paix, la sécurité et le développement durable.

L'approche européenne en matière de sécurité et de défense repose précisément sur cet éventail soigneusement dosé d'actions civiles et militaires ciblées - c'est ce qui fait de l'Union européenne un acteur de la sécurité aussi unique sur la scène internationale. C'est la voie qu'a choisie l'Union européenne pour parvenir à la paix et à la sécurité.

Alors que d'aucuns remettaient en cause les Nations unies et le multilatéralisme, nous nous sommes investis plus résolument encore dans le système de gouvernance mondial, non seulement au niveau stratégique, mais également sur le terrain. Nombre de nos missions et opérations opèrent en lien direct avec les Nations unies et l'Union africaine; en Ukraine et en Géorgie, nous coopérons étroitement avec l'OSCE; au Niger, nous collaborons avec l'Organisation internationale pour les migrations.

L'action que nous avons menée cette année dans le domaine de la sécurité et de la défense ne s'est pas résumée à nos missions et opérations. Notre coopération avec l'OTAN a atteint un niveau sans précédent: l'année dernière, nous avons annoncé 42 actions conjointes avec l'OTAN et, en décembre 2017, nous avons ajouté 34 nouvelles actions à cette liste. Nous avons instauré un examen annuel coordonné des budgets nationaux de la défense et, conjointement avec la Commission européenne, nous avons mis en place un Fonds européen de la défense: pour la toute première fois, nous engageons des ressources communes pour investir dans le secteur de la défense - afin d'aider les États membres à mieux dépenser en dépensant ensemble.

Avec 25 États membres, nous avons lancé une coopération structurée permanente dans le domaine de la défense; c'est un événement historique qui facilitera la coopération entre nos forces armées, comblera certaines lacunes fondamentales dans nos capacités et améliorera considérablement l'efficacité de nos dépenses en matière de défense.

Toutes ces avancées s'accompagnent d'un sentiment de fierté et de satisfaction du travail accompli. Toutefois, elles ne marquent pas la fin de notre action en matière de sécurité et de défense, mais plutôt un nouveau départ. Le monde dans lequel nous vivons est non seulement imprévisible et instable, mais également confus. Nos citoyens et nos partenaires ont besoin d'un point de référence solide, c'est-à-dire d'une puissance crédible, fiable et fondée sur la coopération. Nous disposons désormais de tous les instruments nécessaires pour être la puissance mondiale dont nos citoyens et le monde ont besoin, notamment dans le domaine de la sécurité et de la défense.

L'Europe est ce que nous en faisons, et nous travaillons déjà à l'élaboration de nos prochaines mesures sur la voie d'une Union européenne de la sécurité et de la défense.

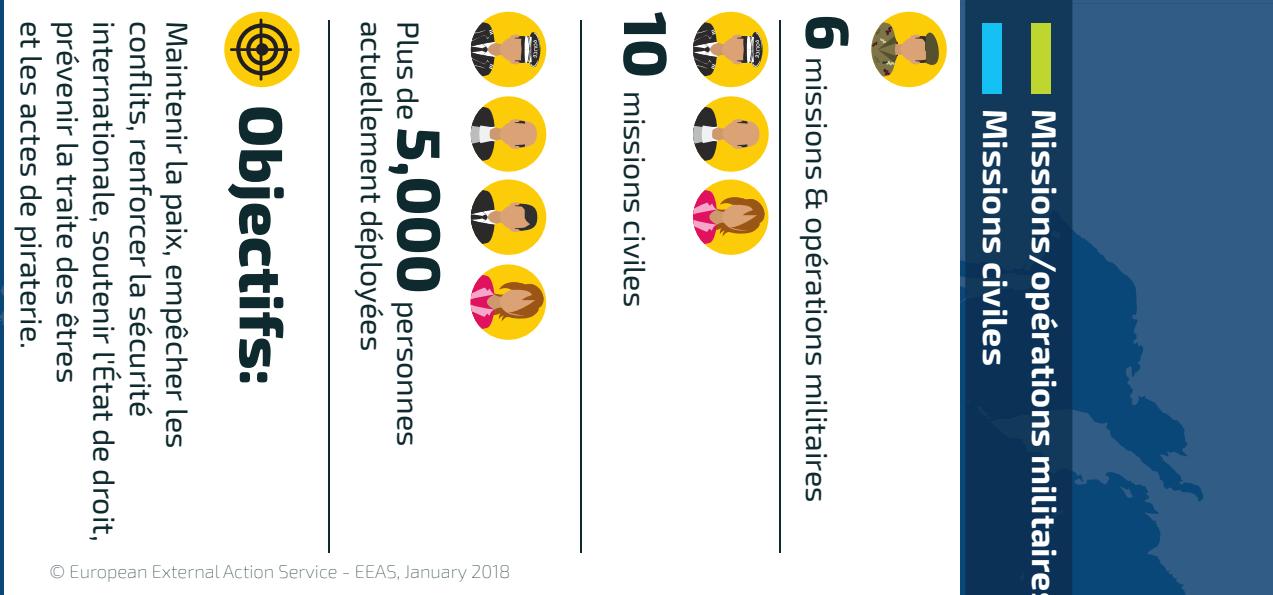
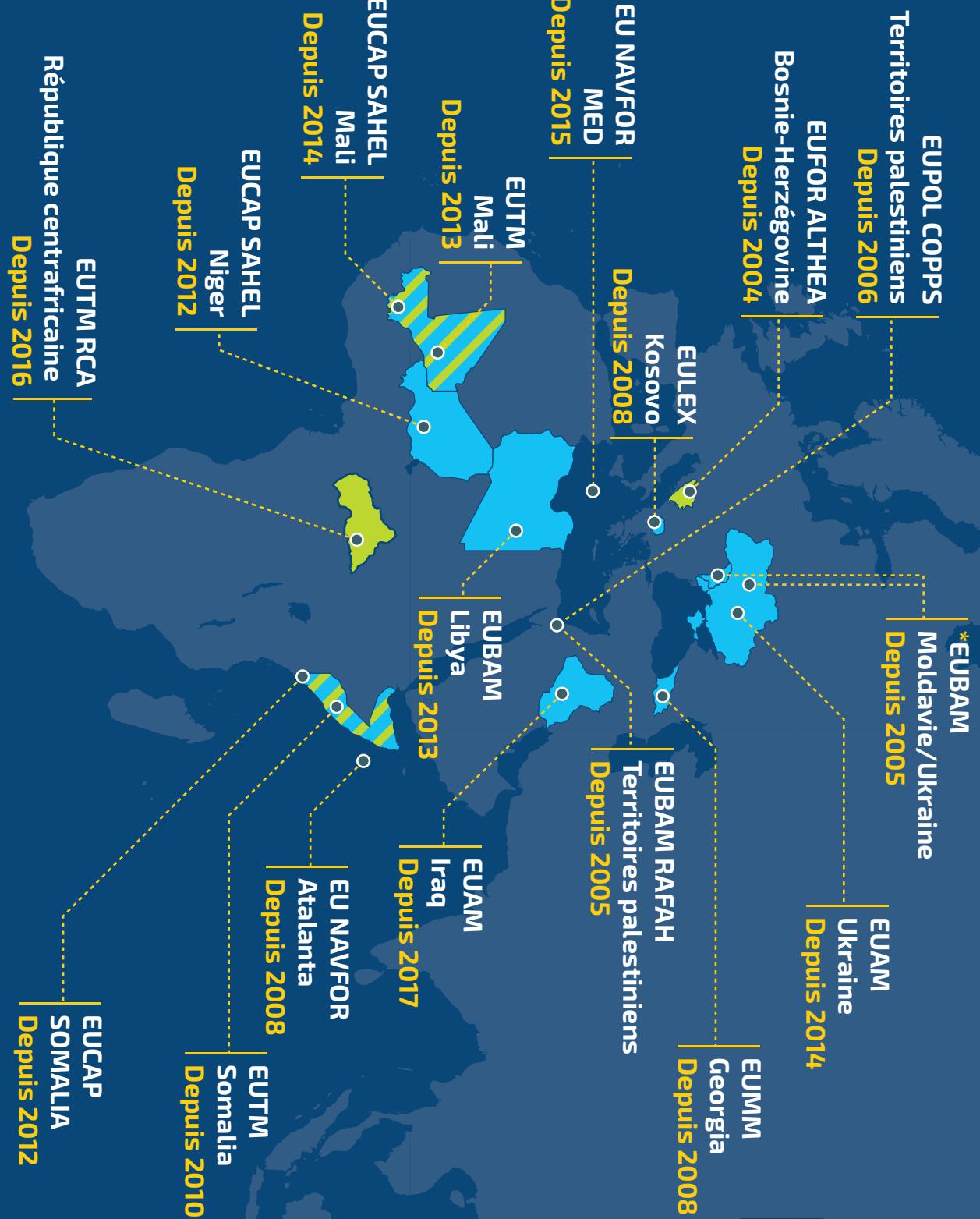


Federica Mogherini

Haute représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité/
vice-présidente de la Commission



MISSIONS & OPÉRATIONS PSDC DE L'UNION EUROPÉENNE EN 2017





► Aperçu général par le commandant des opérations civiles et le directeur de la capacité militaire de planification et de conduite

Qu'avons-nous fait en 2017 ?

Les missions et opérations de l'UE contribuent à renforcer la stabilité de l'UE en apportant un soutien aux autorités nationales dans notre voisinage, dans les régions proches de notre voisinage et au-delà.

Sur le **plan civil**, en vue de renforcer la résilience et la stabilisation des pays partenaires qui connaissent une situation de conflit ou d'instabilité ou qui se remettent d'une telle situation, nous avons dispensé près de **530 formations à environ 11 000 personnes** (dont au moins 1 720 femmes), sur des thèmes tels que la lutte contre le trafic d'armes et la traite des êtres humains, les techniques médico-légales, la gestion des scènes de crime, la gestion des ressources humaines, le recrutement, l'élaboration de la législation, le maintien de l'ordre public, la police de proximité, la lutte contre la corruption, la détection des documents frauduleux, l'application de la législation locale en matière de migration irrégulière, l'inscription à l'état civil, la gestion intégrée des frontières, la sécurité maritime, les droits de l'homme et l'égalité hommes-femmes.

Nous **avons encadré 2 490 cadres moyens et supérieurs** des services de police et des institutions judiciaires et hauts fonctionnaires des ministères de l'intérieur et de la justice, y compris des ministres, des chefs de police et des présidents de conseils de la magistrature.

Nous **avons instruit ou jugé 39 affaires pénales et en avons suivi 290**, toutes liées soit à des crimes de guerre soit à la grande criminalité organisée.

Nous **avons influencé l'élaboration de près de 200 lois** et politiques et stratégies

institutionnelles ou gouvernementales au niveau national ou régional en proposant des conseils et des textes sur des thèmes tels que la réforme du secteur de la sécurité civile, les codes de procédure pénale, la saisie des avoirs criminels, le blanchiment d'argent et la compétence judiciaire.

Nous avons fourni à nos partenaires et ONG locaux **des équipements d'une valeur de 8,4 millions d'euros**, aussi divers que des véhicules, des gilets réfléchissants, des garages mobiles, des kits d'obtention de preuves, des appareils photo, des capacités en matière d'énergie solaire, des cordes d'amarrage ou des logiciels de gestion des dossiers.

Nous avons traité **1 400 appels reçus sur notre ligne d'assistance téléphonique** pour apaiser les tensions et avons mené **cent entretiens** afin de consulter les acteurs locaux sur l'avenir de l'action menée dans le domaine de la PSDC dans la région du Sahel.

Sur **le plan militaire**, nous avons mis en place, pour la première fois, un siège opérationnel (la capacité militaire de planification et de conduite) pour les missions et opérations militaires. Nous avons également établi, conjointement avec le personnel civil de la capacité civile de planification et de conduite, une cellule commune de coordination en matière de soutien destinée à exploiter au maximum les synergies civilo-militaires, notamment en ce qui concerne les questions liées à l'appui aux missions.

Sur le terrain, notre travail a notamment consisté à lutter contre le terrorisme et à combattre la migration irrégulière. Pour appuyer le renforcement des capacités, nous avons conduit des missions et opérations à mandat exécutif et non exécutif dans le cadre desquelles ont été organisées de **nombreuses formations de courte et de longue durée pour près de 4 400 personnes**, sur des thèmes tels que les tirs d'artillerie, les compétences d'infanterie, l'organisation des forces, les compétences des tireurs d'élite, l'ingénierie, la logistique, le contrôle aérien tactique et le renseignement. La dimension relative aux droits de l'homme est systématiquement prise en compte dans nos formations. Nous avons dispensé des **formations de sensibilisation aux dangers des mines à 17 786 citoyens** et avons fait en sorte que **313 000 tonnes métriques d'aide du Programme alimentaire mondial** soient acheminées en toute sécurité, par la mer, en Somalie.

Nous **avons encadré de nombreux hauts gradés** en les formant sur le thème de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) et nous leur avons fourni un soutien non seulement dans ce domaine, mais aussi en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

Nous **avons continué à mener nos deux opérations navales**, en Méditerranée et dans l'océan Indien occidental, qui sont intervenues pour lutter contre la piraterie et démanteler les réseaux de trafic et de traite des êtres humains, sauvant ainsi 10 757 vies.

Quels résultats avons-nous obtenus en 2017 ?

Au **Kosovo**, nous avons mis en œuvre des accords issus du dialogue mené grâce à la médiation de l'UE sur l'intégration du système judiciaire, la gestion intégrée des frontières et l'inscription à l'état civil, ce qui a permis de favoriser la normalisation et la stabilisation des relations entre le Kosovo et la Serbie. Par ailleurs, nous avons continué à soutenir les chambres spécialisées, un tribunal établi à La Haye, chargé de statuer sur les allégations de violations graves du droit humanitaire commises pendant le conflit au Kosovo.

En **Ukraine**, le ministre de l'intérieur a adopté une stratégie de développement pour la période 2017-2020 sur la base des conseils fournis par notre mission, ce qui permettra de renforcer le rôle du ministère en matière de définition des politiques dans le contexte de la réforme du secteur de la sécurité civile et de fixer des priorités claires en termes de réforme pour le ministère et les cinq agences qui en dépendent.

En **Géorgie**, nous avons apaisé les tensions et facilité les accords entre les parties au conflit grâce à notre ligne d'assistance téléphonique et nous avons amélioré notre capacité à suivre la situation et en rendre compte grâce à l'utilisation des nouvelles technologies.

Dans les **territoires palestiniens**, nous avons soutenu le renforcement des capacités de la principale institution de gestion des frontières au moyen de l'élaboration de manuels opérationnels, et nous avons vu la police civile palestinienne adopter pour la première fois une stratégie en matière de police de proximité.

En **Libye**, nous avons renforcé nos capacités afin d'intervenir plus fréquemment sur le terrain à Tripoli. Cela nous a permis de contribuer étroitement à l'élaboration d'un important document de réflexion sur la réforme du système intégré de gestion des frontières, ainsi qu'à la réactivation du groupe de travail pour l'amélioration de la justice.

En **Iraq**, la mise en place d'une mission en à peine quatre mois, en réponse à une demande de l'Iraq visant à obtenir une assistance de l'UE, a été en soi une réussite.

Au **Niger**, la présidence a approuvé la stratégie nationale pour la sécurité intérieure, ce qui constitue l'aboutissement de plusieurs années de travail, et nous avons inauguré notre antenne à Agadez. Par ailleurs, des formateurs nigériens, précédemment formés dans le cadre de la mission, ont commencé à dispenser eux-mêmes des formations à leurs collègues.

Au **Mali**, nous avons renforcé les capacités de la Brigade d'investigation spécialisée (BIS) en fournissant une formation et des équipements spécialisés ainsi que des conseils pour améliorer les pratiques en matière d'enquête, et nous avons soutenu les efforts consentis par le Mali pour redéployer les forces de sécurité intérieure au centre du Mali. Nous avons également soutenu le développement des structures organisationnelles des forces armées malientes.

Dans la région du **Sahel** plus largement, nous avons établi une cellule de coordination régionale civilo-militaire, démontrant ainsi la volonté de l'UE de soutenir les efforts déployés par les pays du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad) dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité, et nous avons dispensé des conseils sur la mise en place de la force conjointe du G5 Sahel.

En **Somalie**, nous avons fait progresser la définition de l'architecture de sécurité maritime somalienne grâce à notre rôle formel de chef de file dans le cadre de l'approche globale en matière de sécurité arrêtée au niveau international, ce qui permet d'améliorer et de mieux coordonner le processus décisionnel stratégique de nos partenaires somaliens en vue de la réalisation de leurs objectifs maritimes dans le contexte de la mise en place des garde-côtes fédéraux et des unités régionales de la police maritime.

Nous avons également soutenu l'élaboration de la stratégie de défense nationale somalienne.

En **Méditerranée**, nous avons sauvé 10 759 vies, remis plus de 30 passeurs aux autorités italiennes et neutralisé 155 embarcations de passeurs.

Dans l'**océan Indien**, nous avons largement contribué à la réduction de la piraterie, en déjouant douze tentatives d'actes de piraterie en 2017 et en arrêtant et en transférant aux autorités des Seychelles six pirates présumés.

En **République centrafricaine**, nous avons soutenu la validation et la signature du plan de défense nationale ainsi que des actes fondateurs des structures organisationnelles du personnel des forces armées.

En **Bosnie-Herzégovine**, nous avons apporté notre soutien au tout premier exercice à grande échelle mené conjointement par la police et l'armée du pays ainsi que l'EUFOR, qui a mis en évidence le renforcement notable de la capacité tactique des forces armées de Bosnie-Herzégovine.

En **Moldavie**, nous avons contribué à élaborer une stratégie nationale de lutte contre les activités illégales liées au tabac et nous avons conduit des opérations conjointes qui ont entraîné la saisie de 1 706 armes à feu et de plus de 179 000 cartouches et 950 grenades.

Enfin, à notre **siège civil de Bruxelles (la capacité civile de planification et de conduite, CPCC)**, nous avons rationalisé nos approches en les ramenant à un nombre donné de fonctions de base afin d'exécuter notre mission avec plus d'efficience et d'efficacité grâce à l'élaboration de lignes directrices opérationnelles sur l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes, la coopération entre la police et le ministère public et les pratiques de lutte contre la corruption.

Nous avons également mis en place un nouveau service "Sécurité et devoir de diligence", au sein duquel travaille pour la première fois un expert médical.

Le personnel du siège a fait des présentations à l'occasion de plus de 130 ateliers, conférences et sessions de formation sur la gestion de crise, à Bruxelles et dans toute l'UE, s'adressant au total à quelque 800 personnes, provenant essentiellement de l'UE, mais également d'autres pays, tels que la Chine ou les États-Unis, et d'organisations comme l'OTAN, l'OSCE et les Nations unies.

Nous avons continué à recommander aux États membres qu'ils respectent l'équilibre hommes-femmes dans le cadre des candidatures qu'ils proposent pour les missions.

En 2017, 30 % de nos chefs de missions civiles étaient des femmes, mais nous souhaitons retrouver la parité à l'avenir.

Avec qui avons-nous travaillé?

Le partenariat est un principe essentiel de notre action dans le domaine de la sécurité et de la défense. En 2017, nous avons travaillé non seulement avec les délégations de l'UE, mais également avec plus de 150 homologues nationaux (ministères locaux de l'intérieur, de la sécurité, de la justice et des affaires étrangères et organismes d'application de la loi, tels que les conseils de la magistrature et les conseils de police) et près de 180 partenaires internationaux.

Parmi ces partenaires figurent, par exemple, des agences de l'UE, telles que Frontex et Europol, les Nations unies, l'OSCE, Interpol, l'Union africaine, des organisations non gouvernementales, l'Organisation internationale pour les migrations et d'autres organisations de développement nationales, européennes ou non, notamment japonaises, américaines et canadiennes.

Nos partenaires locaux revêtent pour nous une importance primordiale, et nous nous réjouissons donc d'apprendre qu'ils apprécient notre travail, comme l'illustre cette citation du lieutenant Ousmane de la Garde nationale du Niger: "L'EUCAP Sahel Niger est le poumon de la Garde nationale".

Enfin, ainsi que la secrétaire générale du SEAE, Mme Helga Schmid, l'a souligné:

"La promotion de la paix et de la sécurité internationales fait partie de l'ADN de l'UE: elle profite à l'UE elle-même et à ses citoyens, ainsi qu'à nos partenaires.

Les parties aux conflits et la communauté internationale se tournent de plus en plus vers l'UE pour qu'elle soutienne les efforts de paix, que cela soit en Afrique, au Moyen-Orient au sens large ou dans notre voisinage immédiat.

Les missions et opérations PSDC constituent un exemple important et concret de notre action et font partie du large éventail d'instruments dont nous disposons pour faire face aux crises de manière intégrée."

Nous espérons que vous trouverez ce deuxième rapport annuel intéressant et informatif, et nous vous en souhaitons bonne lecture.



Kenneth Deane
Commandant des opérations
civiles/ directeur de la CPCC



Esa Pulkkinen
Directeur général de l'État-major de l'UE/
directeur de la MPCC



Mission "État de droit" (EULEX) menée par l'UE au KOSOVO

La mission s'est employée, avec un effectif de 800 personnes, à renforcer la capacité de l'État de droit dans la lutte contre la criminalité organisée et la corruption au moyen d'activités d'encadrement et de conseil, ainsi qu'en utilisant ses pouvoirs exécutifs afin d'instruire des affaires pénales et civiles et d'engager des poursuites et de juger en la matière.

RÉALISATIONS

Du fait de la mise en œuvre, par l'EULEX, des accords de dialogue menés grâce à la médiation de l'UE, 40 juges appartenant à la communauté serbe du Kosovo, 14 procureurs ainsi que du personnel d'appui ont été intégrés dans le système judiciaire kosovar, ce qui a constitué une évolution importante pour l'État de droit au Kosovo. Ces juges issus de la communauté serbe sont désormais en mesure de travailler en qualité de juges et de procureurs à tous les niveaux du système judiciaire du Kosovo.

Mise en œuvre de l'accord de dialogue mené grâce à la médiation de l'UE concernant le protocole technique sur la gestion intégrée des frontières, par des négociations sur le commencement des travaux de construction aux points de passage communs.

La mise en place du groupe technique sur l'échange électronique systématique de données (une initiative de l'EULEX) a été une autre avancée importante dans la normalisation des relations entre Pristina et Belgrade, car cela a permis d'établir le premier canal de communication directe dans ce domaine entre les représentants des deux parties.

Grâce à la rédaction d'instructions administratives, la fourniture de matériels et des actions de formation, la mission a soutenu l'ouverture des bureaux de l'état civil aux fins de la délivrance de documents et de l'immatriculation des véhicules dans les quatre municipalités du nord. Les bureaux sont devenus totalement opérationnels au début de 2017.

ACTIVITÉS

Poursuite de 39 procès au pénal concernant des formes graves et organisées de criminalité, à tous les niveaux (première instance, cour d'appel, cour suprême).

La mission a encadré et conseillé 300 personnes sur des questions relatives à l'état civil, à la migration et à la citoyenneté, à l'inspection interne de la police, au maintien de l'ordre public, à la gestion intégrée des frontières et aux services pénitentiaires.

La mission a suivi plus de 290 affaires pénales qu'elle avait transférées aux autorités locales. Pour divers dossiers sensibles traités par des juges kosovars, plusieurs juges et procureurs locaux ont demandé que la mission soit présente afin de garantir une procédure équitable et un jugement dans les meilleurs délais.

La mission a organisé 11 formations pour 173 personnes (dont 57 ♀) sur des thèmes tels que les services pénitentiaires, les enquêtes sur les infractions pénales graves portant atteinte à l'intégrité sexuelle, les poursuites dans les dossiers de corruption, l'application de la loi en matière d'incidents interethniques, la gestion des frontières, l'état civil et les principes de la coopération dans le cadre d'Interpol.

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

La mission a prodigué des conseils sur 25 lois, dont des modifications du code pénal et du code de procédure pénale, et sur 31 réglementations, notamment sur le financement des partis politiques, l'asile, les étrangers, la justice pénale et des arrêtés ayant trait aux services pénitentiaires, au ministère public, à l'inspection interne de la police, aux cartes d'identité et aux plaques d'immatriculation; les conseils fournis ont permis d'amender ces différentes législations.

Nous avons conseillé et encadré des homologues locaux pour 9 politiques et stratégies portant, notamment, sur la gestion des migrations, la sécurité des frontières, les douanes, l'état civil, l'exécution des sanctions pénales, la police scientifique et les violences domestiques.

SOUTIEN CONCRET

Du matériel d'une valeur de 2 762 500 euros, que la mission n'utilisait plus (véhicules, ambulances, ordinateurs, radios portatives), a été donné aux ministères kosovars et à l'agence de l'état civil.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Cette formation a considérablement aidé nos enquêteurs. Besnik Sallahu, Chef adjoint de la coopération judiciaire internationale

www.eulex-kosovo.eu





Mission de conseil de l'UE (EUAM) UKRAINE

La mission a œuvré, avec un effectif de 235 personnes, à la réforme du secteur de la sécurité civile, en fournissant aux autorités ukrainiennes des conseils stratégiques et pratiques ainsi qu'une aide au niveau opérationnel.

RÉALISATIONS

La fourniture d'orientations méthodologiques, la rédaction de conseils et un travail de conseil en communications stratégiques durant la phase de consultation publique ont permis l'adoption de la stratégie de développement du ministère de l'intérieur pour les années 2017 à 2020.

La mission a réussi à ce que la mise en œuvre opérationnelle des concepts qu'elle avait proposés en matière de réforme de la police bénéfice de l'adhésion des acteurs locaux et soit prise en main par la direction de la police nationale. Ces concepts portaient sur la formation des hauts responsables de la police, la police de proximité, la police fondée sur le renseignement et la police de dialogue, les équipes de réaction rapide et la gestion des foules; le travail d'encadrement a permis d'avoir un accès sans précédent au processus décisionnel au sein de la police nationale ukrainienne.

Le procureur général a approuvé la feuille de route pour une réforme du parquet; rédigée par l'EUAM, elle préconise des mesures pratiques en matière d'indépendance du parquet, de responsabilité, de qualification et d'efficacité.

Plus grande ouverture du ministère de l'intérieur envers les médias, accompagnée d'une augmentation du nombre d'entretiens accordés et d'une attitude plus positive à l'égard des médias.

ACTIVITÉS

Encadrement de quinze personnes au niveau stratégique et de vingt-et-une personnes dans les districts.

Formation de hauts responsables et participation aux réunions de cadres supérieurs de la police nationale ukrainienne (séances de réflexion associant la direction de l'EUAM et tous les commandants régionaux de la police nationale ukrainienne).

Organisation de 206 formations pour 4 215 personnes (dont 1 123 ♀).

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

Contributions apportées à 22 initiatives législatives et à 16 politiques nationales ou régionales. Les conseils prodigués par la mission ont par exemple été pris en compte dans les projets législatifs portant sur la sécurité nationale de l'Ukraine, sur des modifications du code de procédure pénale, sur des modifications de la loi relative à la détention provisoire, sur le service de sécurité de l'Ukraine, et sur des modifications du code des infractions administratives. La mission a contribué à l'élaboration du volet "police" du plan d'action en faveur des droits de l'homme.

SOUTIEN CONCRET

Du matériel d'une valeur de 1 223 459 euros a été donné (des véhicules, un poste de police mobile, des ordinateurs, des imprimantes, des mégaphones, des gilets réfléchissants et des équipements de police scientifique).

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

En concertation avec la mission de conseil de l'UE en Ukraine, nous avons défini nos futurs objectifs. La stratégie 2020 constitue la suite logique d'un processus de modification qui a déjà commencé. Les orientations pour l'avenir qui ont été définies renforceront le rôle des services chargés du maintien de l'ordre dans la société et permettront d'augmenter les contacts avec la population ainsi que de mettre en œuvre de nouvelles approches de notre travail et de mettre en pratique les avis formulés à cet égard en donnant la priorité à la fonction de service.

Arsen Avakov, ministre de l'intérieur de l'Ukraine

Cette expérience importante nous aidera à réformer la police de manière effective, l'objectif n'étant pas de réformer pour le seul plaisir de réformer. La fusion de deux fonctions ["agent" et "enquêteur"] pour créer le poste d'officier de police judiciaire permettra aux citoyens de collaborer avec les policiers, qui seront ainsi au fait de toutes les informations susceptibles de les aider au mieux dans leurs enquêtes.

Serhiy Knyazev, chef de la police nationale ukrainienne

www.euam-ukraine.eu





Mission d'observation de l'UE en GÉORGIE

La mission a œuvré, avec un effectif de 319 personnes, à la mise en œuvre de l'accord de cessez-le-feu en six points entre la Géorgie et la Russie en vue de stabiliser et de normaliser la situation sur le terrain, d'apaiser les tensions et de renforcer la confiance, ainsi que d'orienter la politique de l'UE. L'EUMM est la seule présence internationale en permanence sur le terrain.

RÉALISATIONS

Apaisement des tensions et prévention des escalades par l'entremise de la ligne d'assistance téléphonique, qui constitue un outil de confiance pour la prévention des conflits. Elle a été activée plus de 1 400 fois. En outre, les participants ont tacitement approuvé une proposition de la mission s'inscrivant dans le cadre du mécanisme de prévention et de réaction face aux incidents pour l'Ossétie du Sud, qui suggérait d'élargir le champ des activités relevant du domaine de la sécurité qui seraient annoncées préalablement par l'intermédiaire de la ligne d'assistance téléphonique.

Amélioration de la qualité des activités de suivi et de signalement grâce à la mise en œuvre de nouveaux moyens technologiques. Pour ce faire, nous avons, par exemple, utilisé des véhicules dotés de mâts qui élargissent le rayon d'observation dans certaines zones le long de la frontière administrative et nous avons procédé à une intégration plus poussée du système de cartographie géospatiale du Centre satellitaire de l'UE dans le dispositif de planification des patrouilles et d'analyse des informations.

Nous avons facilité une évolution positive pour la liberté de circulation, permettant ainsi aux personnes d'accéder à des sites religieux et à des terres agricoles malgré un environnement hostile.

La mission a renforcé sa capacité à redéployer rapidement du personnel sur tous les sites afin d'être mieux à même de réagir promptement en cas d'incidents dans la zone de responsabilité et de consolider sa présence dans certaines zones lorsque c'est nécessaire pour favoriser la stabilité.

Nous avons effectué notre 60 000e patrouille depuis le début de la mission, le 1er octobre 2008.

ACTIVITÉS

En 2017, nous avons effectué 4 827 patrouilles.

Nous avons mis en œuvre la ligne d'assistance technique et réagi lorsqu'elle a été activée (1 400 fois).

Nous avons lancé une initiative d'intégration des questions d'égalité entre les femmes et les hommes visant à ce que les observateurs de la mission puissent intégrer la dimension hommes-femmes dans leurs patrouilles et comptes rendus. Les progrès ont fait l'objet d'un suivi au niveau des antennes grâce aux comptes rendus transmis chaque mois au quartier général de la mission par les points de contact pour les questions d'égalité entre les femmes et les hommes.

SOUTIEN CONCRET

Nous avons soutenu 10 projets d'une valeur de 150 000 euros dans le cadre du mécanisme d'instauration d'un climat de confiance, contribuant ainsi au dialogue au sein de la société civile et aux échanges de part et d'autre des frontières administratives. Parmi les projets lancés figuraient une webradio en langue abkhaze, pour favoriser une information impartiale et fondée sur les faits, une série de formations adressées aux femmes déplacées à l'intérieur du pays, dont le thème était l'engagement citoyen et qui visaient à accroître la participation de ces femmes aux processus de consolidation de la paix, et un atelier à l'intention de jeunes personnalités d'Abkhazie et du territoire administré par Tbilissi, dont l'objectif était de montrer de quelle manière il était possible de relever les défis environnementaux par une coopération des deux côtés de la frontière administrative.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Les réunions d'échange d'informations organisées par l'EUMM sont les plus importantes réunions du mois. Il est très important que nous disposions d'un réseau et d'un lieu pour échanger des idées et donner des informations à jour.
Un représentant d'une ONG géorgienne

J'apprécie énormément le fait que vous suiviez ce qui se passe dans nos villages et ce que vivent nos citoyens et que vous vous y intéressiez. Voir que l'EUMM est présente dans le village signifie beaucoup pour nous.

Un représentant des pouvoirs locaux, village de Pakhulani

www.eumm.eu





Mission de conseil de l'UE en IRAQ

Dernière mission en date et dotée d'un effectif de 51 personnes, elle a été établie par le Conseil de l'Union européenne le 16 octobre 2017 en réponse à une demande du gouvernement iraquiens sollicitant des conseils et une assistance en vue de la mise en œuvre des aspects civils de la stratégie de sécurité nationale.

RÉALISATIONS

La mission a été planifiée et établie en un temps record (4 mois), puis déployée rapidement. Le chef de la mission et ses proches collaborateurs sont arrivés à Bagdad en novembre; la mission a été officiellement inaugurée par le commandant des opérations civiles plus tard dans le mois, en présence de ses homologues iraquiens (ministère de l'intérieur, bureau du conseiller à la sécurité nationale, ministère des affaires étrangères, ministère de la justice, Premier ministre, services répressifs et services de renseignement), ainsi que de ses homologues internationaux (agences des Nations unies, OTAN, coalition internationale, États-Unis, Canada, Australie, Japon) et des représentants des États membres.

La mission a entamé l'exécution de son mandat principal, à savoir appuyer la mise en œuvre des aspects civils de la stratégie de sécurité nationale iraquiennne ainsi que du programme de réforme du secteur de la sécurité chapeautés par le bureau du conseiller à la sécurité nationale. Elle a notamment contribué au développement institutionnel de l'architecture iraquiennne de sécurité nationale, en privilégiant le soutien au bureau du conseiller à la sécurité nationale et au ministère de l'intérieur.

ACTIVITÉS

Depuis son inauguration, la mission a noué des contacts étroits et établi des canaux de coordination avec les principaux partenaires internationaux, y compris les Nations unies, l'OTAN, les États-Unis et les représentants permanents des États membres présents en Iraq. Elle a instauré des réunions de coordination régulières avec les délégations de l'UE et participé à un atelier sur le développement humanitaire aux côtés des services de l'UE responsables de l'aide au développement.

Les conseillers stratégiques principaux de la mission ont identifié les interlocuteurs essentiels au sein du ministère de l'intérieur et du bureau du conseiller à la sécurité nationale et établi les relations de travail nécessaires. Les modalités de l'intégration des conseillers de la mission au

sein de ces institutions permettent d'assurer une interaction quotidienne et une assistance permanente.

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

La mission a apporté un soutien au bureau du conseiller à la sécurité nationale et au ministère de l'intérieur par l'intermédiaire de ses conseillers intégrés qui leur ont apporté leur expertise en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent et la criminalité organisée (traite des êtres humains, trafic d'armes et de drogue, cybercriminalité, trafic et/ou destruction de biens culturels) ainsi qu'aux fins du développement de l'architecture de sécurité nationale dans le cadre de la stratégie de sécurité nationale et de la réforme institutionnelle.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Le déploiement de l'EUAM est une pièce essentielle de l'assistance que l'UE apporte à l'Iraq pour l'aider à réformer le secteur de la sécurité en s'appuyant sur les efforts déployés par le pays pour venir à bout de Daech. L'EUAM a fourni à l'Iraq une assistance précieuse pour l'aider à élaborer ses propres solutions pour mettre en œuvre la stratégie générale de sécurité, les réformes en matière de management et la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée.

Premier ministre Al-Abadi

Je me réjouis du soutien rapide apporté par l'UE pour aider l'Iraq et son gouvernement à redéployer les forces de l'ordre civiles à la suite de la défaite de Daech.

M. Aqeel al-Khazali, premier vice-ministre de l'intérieur

eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/euam-iraq_en



Mission de police de l'Union européenne (EUPOL COPPS) pour les TERRITOIRES PALESTINIENS

La mission a œuvré, avec un effectif de 114 personnes, à la réforme et au développement du ministère de l'intérieur, de la police civile palestinienne et des institutions de justice pénale, en ciblant particulièrement la coopération entre la police et le ministère public via des formations, des activités d'encadrement et des conseils stratégiques.

RÉALISATIONS

Nos efforts ont permis que la police palestinienne approuve le concept de police de proximité pour la police civile palestinienne; ainsi, pour la première fois, la police palestinienne opérera formellement conformément aux principes de la police de proximité.

Nous avons établi un manuel des droits de l'homme à l'intention du Haut Conseil palestinien de la justice (Étude destinée aux juges et procureurs sur l'application des normes et principes en matière de droits de l'homme dans l'administration de la justice pénale en Palestine).

Cinq cents copies du manuel bilingue (anglais/arabe) de 360 pages rédigé à l'intention des juges ont été distribuées aux juges et aux procureurs ainsi que dans les juridictions et les parquets.

Nous avons élaboré, en concertation avec la police palestinienne et d'autres partenaires, un plan stratégique en matière de police pour les années 2017-2022. Nous avons aidé le ministère de l'intérieur à établir son plan stratégique 2017-2022 pour le secteur de la sécurité, qui a été entériné par le groupe de travail à haut niveau sur le secteur de la sécurité.

Nous avons mis au point, avec la police palestinienne, un système de rapports sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu.

ACTIVITÉS

Organisation de 25 formations et ateliers pour 916 personnes au total (dont 187 ♀) sur des thèmes tels que les relations avec les médias (la sécurité des journalistes, la liberté d'expression), les enquêtes sur les armes à feu, le code de conduite, l'ordre public et le droit à un procès équitable.

Encadrement de 11 personnes au niveau stratégique, qui s'est traduit par une meilleure coopération entre les forces de sécurité palestiniennes et la police civile palestinienne.

Organisation à Ramallah de la première conférence internationale sur la police de proximité.

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

Nous avons examiné 18 projets de loi ou de réglementation et donné des conseils à leur sujet, notamment les projets de loi sur la police, la protection des données, le trafic, la cybercriminalité, la protection des familles contre les violences, la coopération internationale en matière pénale et le centre national de médecine légale.

La mission a examiné 19 politiques et donné des conseils à leur sujet, notamment la stratégie 2017-2022 pour la justice, le processus de planification législative au sein du ministère de l'intérieur et la stratégie de la police palestinienne pour diminuer les accidents de la circulation.

SOUTIEN CONCRET

Du matériel d'une valeur de 65 000 euros a été donné à des partenaires, y compris des caméras, des imprimantes, un logiciel de gestion de dossiers, un logiciel de traitement systémique des informations, des gilets tactiques et des menottes.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Notre coopération avec l'EUPOL COPPS est très fructueuse. La mission s'est énormément investie pour renforcer les capacités des procureurs, en particulier en matière de procès équitable, dans le cadre de l'unité de protection des mineurs et des familles et dans de nombreux autres domaines.

Dr. Ahmad Barak, procureur général palestinien

Le matériel que l'EUPOL COPPS a fourni nous a permis de produire des photos et vidéos de haute qualité, ce qui a contribué à renforcer notre visibilité.

Yousef Abdulsamad, conseiller auprès du ministre de la justice

Ce voyage d'études nous a été très utile car nous nous sommes familiarisés avec de nouvelles techniques pour communiquer avec les citoyens via les médias sociaux.

Waddah Azantah, chef de l'unité "Médias et relations publiques", police civile palestinienne

www.eupolcoppss.eu





Mission de l'UE d'assistance à la frontière au point de passage de Rafah (Tel Aviv)

La mission s'est employée, avec un effectif de 16 personnes, à mettre en place une administration des frontières et points de passage efficiente et responsable, en vue du redéploiement de l'Autorité palestinienne vers le point de passage de Rafah lorsque les conditions politiques et sécuritaires permettront une réouverture régulière.

RÉALISATIONS

Nous avons élaboré, en partenariat avec l'administration générale des frontières et points de passage (AGFP) et à son intention, deux manuels opérationnels (l'un sur l'échange d'informations et l'autre sur les menaces aux frontières). Ainsi, des procédures harmonisées seront appliquées pour les contrôles aux frontières à Rafah et une meilleure coopération s'établira entre les différents services.

Nous avons soutenu la création d'une équipe de formateurs au sein de l'AGFP afin que le renforcement des capacités palestiniennes dans le domaine de la gestion des frontières soit davantage pris en main au niveau local.

Nous avons établi, avec l'administration générale des frontières et points de passage, trois plans d'action visant à mettre en œuvre trois de ses stratégies (stratégie opérationnelle, stratégie de gestion intégrée des frontières et plan conjoint pour le redéploiement). Ces plans d'action portaient sur la création du centre conjoint d'opération et d'analyse des risques, le système informatique et la gestion des ressources humaines.

Nous avons aidé l'AGFP à présenter à l'instrument d'assistance technique et d'échange d'informations (TAIEX) de la Commission européenne trois propositions de projets, qui ont été mis en œuvre avec succès et ont abouti à un renforcement des capacités pour 119 membres du personnel de cette administration. Les projets TAIEX ont essentiellement visé à illustrer la manière de mettre en place un espace pour la coopération policière et douanière, les règles d'origine et les droits de propriété intellectuelle, ainsi que la protection et la lutte contre la contrefaçon.

ACTIVITÉS

Organisation de 9 formations et de 4 ateliers pour 179 personnes (dont 36 ♀).

Encadrement de 40 hauts responsables de l'AGFP, une attention particulière ayant été accordée à la mise en œuvre du plan conjoint de redéploiement [au point de passage de Rafah].

Organisation de deux voyages d'études, sur la méthode de formation des formateurs (en Suède) et sur la gestion intégrée des frontières (en Finlande).

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

Trois plans d'action ont été établis en collaboration avec l'administration générale des frontières et points de passage pour l'aider à mettre en œuvre sa stratégie opérationnelle et renforcer sa capacité à gérer le point de passage de Rafah conformément aux normes internationales. Ces trois documents stratégiques essentiels étaient axés sur:

- i) le renforcement de la coopération entre les douanes et la police des frontières;
- ii) le système informatique de l'AGFP;
- iii) la gestion des ressources humaines.

SOUTIEN CONCRET

Une somme de 108 207 euros a été allouée pour la réhabilitation du centre de formation de l'AGFP à Jéricho.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Les activités d'encadrement et de conseil menées par la mission ont permis à l'AGFP de mettre en place un plan palestinien moderne et efficace en matière de gestion intégrée des frontières et de disposer d'un plan conjoint de redéploiement réaliste à mettre en œuvre en cas de réouverture du point de passage de Rafah.

Nazmi Mohanna, directeur général de l'AGFP

La coopération instaurée avec la mission a permis à l'AGFP de connaître et d'apprendre à utiliser d'autres instruments et programmes de l'UE, comme le TAIEX et le programme de jumelage, auxquels les Palestiniens pourront avoir recours à l'avenir.

Iyad Salameh, chef pour les relations internationales et les projets de l'AGFP



Mission d'assistance de l'Union européenne pour une gestion intégrée des frontières en Libye (EUBAM Libya)



(La mission mène son action à Tunis et à Tripoli)

Dotée d'un effectif de 24 personnes, la mission était chargée d'établir une coopération avec le gouvernement d'entente nationale libyen et de lui prêter assistance dans les domaines de la gestion des frontières (y compris la sécurité aux frontières, la migration irrégulière et le trafic d'êtres humains), du maintien de l'ordre (y compris la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée), et de la justice pénale.

RÉALISATIONS

La mission a joué un rôle essentiel pour faire en sorte que soit élaborée la note de synthèse visant à élaborer un livre blanc sur la gestion intégrée des frontières, et que cette note soit présentée au conseil de la présidence.

Elle a relancé le groupe de travail sur la gestion des frontières en coopération avec l'équipe nationale libyenne pour la sécurité et la gestion des frontières pour évaluer les besoins et définir les actions de renforcement des capacités à entreprendre dans ce domaine.

Elle a concouru à l'installation progressive du groupe de travail pour l'amélioration de la justice pénale et du cadre institutionnel en réactivant les enceintes de coordination dans le secteur de la justice (au terme de sept ans d'inactivité). Elle a répertorié les points faibles du système de justice pénale, par exemple en ce qui concerne la coordination efficace entre les services de sécurité et le ministère public, et aidé la police judiciaire à mettre en œuvre les normes en matière de droits de l'homme et les règles Nelson Mandela relatives au traitement des prisonniers.

Elle a établi une présence légère à Tripoli, ce qui a permis de s'ancrer plus solidement sur le terrain et d'y travailler.

ACTIVITÉS

La mission a organisé des tables rondes mensuelles en matière d'enquête pénale entre les autorités libyennes chargées de la sécurité intérieure, les organisations non gouvernementales et la communauté internationale, le but étant de mettre en place une enceinte pour débattre des priorités, échanger les meilleures pratiques et recenser les domaines critiques appelant un soutien des partenaires, notamment la criminalité organisée et les trafics.

Elle a appuyé l'organisation de 4 actions de formation réunissant 97 personnes dans le domaine de l'analyse pénale, du leadership et du management ainsi que des normes internationales en matière de droits de l'homme. Elle

a notamment coorganisé la première formation concernant les règles Nelson Mandela relatives au traitement des prisonniers, à laquelle ont participé 20 officiers de police judiciaire.

En coopération avec la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL), elle a appuyé le projet visant à établir à Tripoli un modèle pilote de commissariat selon une approche reposant sur les communautés locales et axée sur la définition de bonnes pratiques de management, mené par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

La mission a contribué à l'action menée dans deux grands domaines, à savoir la note de synthèse visant à élaborer un livre blanc sur la gestion intégrée des frontières, et le plan détaillé pour l'établissement du modèle pilote de commissariat à Tripoli.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

L'EUBAM aide les services libyens responsables des contrôles aux frontières à établir un plan d'urgence fondé sur les priorités en matière de contrôle des frontières terrestres et des eaux territoriales libyennes.

M. Nasser Segayer, président de l'équipe nationale libyenne pour la sécurité et la gestion des frontières

L'EUBAM Libya est notre allié incontournable pour rétablir les relations avec nos partenaires internationaux, en vue de lutter efficacement contre la grande criminalité organisée transnationale.

Colonel Youssef Al Rabti, directeur adjoint de la direction nationale libyenne des enquêtes criminelles

L'expertise de l'EUBAM Libya dans le domaine de la justice pénale permet aussi bien au ministère de la justice qu'aux autorités libyennes chargées de la justice pénale de bénéficier d'un soutien consultatif de haut niveau en matière juridique et institutionnelle.

M. Salem Etiab, chef du bureau de la coopération internationale du ministère de la justice

eeas.europa.eu/csdp/missions-and-operations/eubam-libya





Mission de l'UE visant au renforcement des capacités au Niger (EUCAP Sahel Niger)

La mission s'est employée, avec un effectif de 134 personnes, à soutenir les institutions nigériennes de sécurité en vue de renforcer leurs capacités en matière de lutte contre le terrorisme, la criminalité organisée et la migration irrégulière, grâce à des conseils et à des formations.

RÉALISATIONS

La mission a contribué à l'approbation par la présidence, en septembre, de la stratégie nationale nigérienne pour la sécurité intérieure. La mission a été le seul acteur international à participer activement aux travaux du comité chargé d'élaborer la stratégie, dont l'objectif est, entre autres, de renforcer l'efficacité des centres régionaux de commandement opérationnel, afin d'améliorer la réponse apportée aux crises ainsi que l'interopérabilité des forces de sécurité.

La mission a inauguré les locaux de son antenne permanente à Agadez, en avril. La mission est actuellement le seul acteur international assurant une présence permanente à Agadez dans le domaine de la sécurité. La région d'Agadez est celle qui connaît les difficultés les plus nombreuses en matière de sécurité, et les autorités et les forces de sécurité locales ont accueilli très favorablement le soutien apporté par la mission, notamment dans le domaine de la lutte contre le trafic d'armes et de drogue ainsi qu'en ce qui concerne la migration irrégulière et la criminalité connexe telle que le trafic d'êtres humains et la fraude aux documents.

L'approche consistant à former des formateurs porte ses fruits. En 2017, la mission a formé 158 formateurs. Afin d'inscrire ce processus dans la durée, les instructeurs formés par la mission dispensent désormais à leur tour des formations, en bénéficiant de l'encadrement de l'EUCAP Sahel Niger. En 2017, 58 formateurs ont ainsi été encadrés par les experts de la mission. À titre d'exemple, 36 formateurs nigériens ont été accompagnés dans leur travail par la mission dans les domaines de la police scientifique, du renseignement et de l'intervention professionnelle. Plus de 270 personnes ont été formées dans ces domaines en 2017 par les formateurs nigériens encadrés par l'EUCAP.

ACTIVITÉS

La mission a convoqué à deux reprises le comité directeur de l'EUCAP Sahel Niger, un organe de coordination de haut niveau comprenant 6 ministres du gouvernement, qui réunit l'ensemble des principaux acteurs politiques intervenant dans l'exécution du mandat de la mission et contribue à assurer l'appropriation nationale de ses activités.

Elle a organisé 198 actions de formation réunissant 3 419 participants (dont 162 ♀), sur des sujets tels que la police scientifique, la fraude aux documents, les techniques d'enquête criminelle, l'ordre public, la gestion des crises ainsi que la sensibilisation au trafic d'armes et de drogue.

Elle a assuré l'encadrement opérationnel de 58 personnes, contribuant ainsi à améliorer la capacité du Niger à détecter les drogues illicites et les documents faux/falsifiés. Cela s'est vérifié plus particulièrement à l'aéroport de Niamey, en mai, où la police locale a saisi 3 kg de méthamphétamine et démantelé un important réseau criminel.

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

La mission a mené des travaux de réexamen et dispensé des conseils en ce qui concerne 6 lois ou décrets, y compris le texte établissant l'agence centrale responsable de la gestion des saisies et confiscations; le texte du code pénal et du code de procédure pénale; et le projet de loi définissant la compétence judiciaire, et elle a facilité l'élaboration d'un projet de décret harmonisant le statut des formateurs au sein des forces de sécurité intérieure. La mission a également contribué durant plusieurs années à l'élaboration de la stratégie nationale de sécurité intérieure.

SOUTIEN CONCRET

Le pays a reçu en don du matériel d'une valeur de 2 852 536 EUR, y compris 12 ateliers mécaniques mobiles permettant de réparer et d'assurer l'entretien des véhicules de police (ce qui est capital dans les régions désertiques éloignées), et les postes de police des frontières ont été rénovés y compris pour ce qui est des moyens de communication et de l'installation de panneaux solaires destinés à en assurer la longévité et la durabilité.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Dans ce contexte, le bon fonctionnement du secteur de la sécurité est essentiel. Les résultats sont satisfaisants. L'EUCAP est là pour nous aider, et elle joue très bien son rôle.

Premier ministre Brigi Rafini

eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eucap-sahel-niger_en





Mission de l'UE visant au renforcement des capacités au Mali (EU CAP Sahel Mali)

La mission a œuvré, avec un effectif de 128 personnes, à la gestion des ressources humaines, à la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée et à la gestion des frontières au moyen de formations et de conseils stratégiques.

RÉALISATIONS

La mission a contribué à renforcer les capacités de la Brigade d'investigation spécialisée (BIS) en fournissant une formation et des équipements spécialisés ainsi que des conseils pour améliorer les pratiques en matière d'enquête. Par exemple, la mission a aidé la BIS à enquêter sur l'attentat terroriste de Kangaba mené près de Bamako en juin.

La mission a contribué à renforcer la coopération civile et militaire par l'intermédiaire d'activités menées conjointement avec la mission militaire de formation de l'UE (EUTM), telles que les actions conjointes de formation des commandants d'escadron de la garde nationale et les formations en matière de gestion des frontières organisées par l'EUTM et dispensées par l'EUCAP à l'intention des officiers de liaison du G5.

La mission a mis en place une task force spéciale à la demande du ministre de la sécurité, en vue d'appuyer la mise en œuvre du Plan de sécurisation intégrée des régions du centre (PSIRC). La task force a mené plusieurs missions dans les régions reculées de Ségou et de Mopti, où elle a travaillé avec le gouverneur, les forces de sécurité, la société civile et les partenaires internationaux (principalement la MINUSMA), sur la planification du déploiement des forces dans la région.

La mission a assuré l'intégration de la cellule de coordination régionale. Elle a apporté un soutien administratif et logistique à l'établissement de la cellule de coordination régionale au Mali et dans les autres pays du G5 Sahel.

ACTIVITÉS

56 formations ont été organisées sur des sujets tels que la police scientifique, la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, les droits de l'homme, la gestion opérationnelle et les ressources humaines, à l'intention de 1 674 personnes (dont 114 ♀).

Trois ateliers introductifs de renforcement des compétences en matière de rédaction juridique ont été organisés à l'intention de 19 rédacteurs législatifs de l'assemblée

nationale, du secrétariat général du gouvernement et de plusieurs ministères (justice, défense, sécurité, administration territoriale, droits de l'homme et réforme de l'État).

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

La mission a réalisé des travaux de réexamen et dispensé des conseils en ce qui concerne 4 politiques, y compris la politique nationale des frontières et le plan d'action y afférent, et contribué à l'élaboration de la stratégie nationale de sécurisation des frontières, en collaboration avec les autorités malientes, l'Organisation internationale pour les migrations et la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). La mission a contribué à revoir la loi de programmation relative à la sécurité (2017-2021), dont elle appuie la mise en œuvre.

SOUTIEN CONCRET

Le pays a reçu en don un montant de 1 508 925 EUR sous forme de travaux de rénovation et de matériel: équipements informatiques tels qu'ordinateurs, imprimantes et projecteurs, publication de 5 100 exemplaires du code pénal et de 2 100 manuels de contrôle aux frontières, et matériel opérationnel destiné aux missions de la police, à l'appui des enquêtes de police scientifique et du maintien de l'ordre public.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Les formations dispensées par l'EUCAP en matière de police de proximité nous aident à transformer la police en une force capable de s'adapter et de répondre aux besoins de la population malienne.

Lamine Coulibaly, inspecteur de police

Grâce à l'EUCAP, je suis devenue la première formatrice en intervention professionnelle du Mali. Participer à cette formation était une occasion unique. J'espère que mes collègues femmes participeront à cet effort en faveur de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Maréchal des logis-chef Awa Kanté, formatrice en intervention professionnelle de la gendarmerie

www.eucap-sahel-mali.eu





MISSION DE FORMATION DE L'UE AU MALI (EUTM Mali)

A travaillé avec 581 membres du personnel sur la formation et les conseils des Forces armées maliennes pour améliorer leur capacité militaire afin de permettre la restauration de l'intégrité territoriale totale sous l'autorité civile.

OBJECTIFS

L'EUTM Mali mène des actions de formation, de conseil et d'entraînement auprès des forces armées maliennes (FAMa) afin de renforcer leurs capacités militaires en vue d'assurer la sécurité et de rétablir pleinement l'intégrité territoriale du pays sous contrôle civil.

RÉALISATIONS

La mission a continué de développer les structures organisationnelles des FAMa, et a notamment à cette fin prêté appui à des projets importants pour le bon fonctionnement des FAMa et de leur système de commandement et contrôle (C2), par exemple en ce qui concerne le système d'information logistique, le système de gestion des ressources humaines et le programme d'appui au renforcement de la sécurité et de la protection civile.

Elle a déployé des équipes mobiles de conseil et de formation dans les 5 régions militaires méridionales ainsi que dans les régions de Gao et de Tombouctou, améliorant ainsi les possibilités de décentraliser les activités de conseil et de formation.

Elle a contribué à l'établissement de la force conjointe du G5 Sahel, qui est un nouvel acteur important de la sécurité dans la région, par des actions de conseil et d'orientation au cours de la phase de démarrage.

ACTIVITÉS

La mission a organisé des formations à l'intention des sous-groupements tactiques interarmes, ainsi que des cours de formation de formateurs destinés aux officiers et sous-officiers des FAMa et aux instructeurs de l'académie militaire, soit au total 2 295 membres des FAMa. Il s'agissait notamment de cours sur le leadership, de formations médicales, de cours sur les armes de petit calibre, de cours opérationnels et de formations en matière d'ingénierie et de logistique. Une partie de ces activités a été consacrée à des formations spécialisées, notamment de guideur aérien tactique avancé, de tireur embusqué, ou encore en opérations militaires en milieu urbain, ainsi qu'en tir d'artillerie et de mortier; cette dernière formation s'est conclue par un exercice de tir réel, tir que les FAMa n'avaient

plus eu l'occasion d'effectuer depuis plusieurs années. En conjuguant les cours de formation de formateurs et les formations spécialisées au centre de formation de Koulikoro, l'EUTM continue d'encourager les FAMa à assumer leurs responsabilités et prendre leur destin en main.

En outre, l'EUTM dispense à chaque occasion des cours sur le droit international humanitaire et sur l'égalité des sexes, ainsi que des formations médicales.

La mission a travaillé, au niveau de l'état-major, sur la loi de programmation militaire qui régit actuellement les dépenses militaires, ainsi que sur la préparation de la prochaine, qui doit entrer en vigueur en 2019.

ENGAGEMENT

Dotée d'un effectif déployé de 581 personnes, l'EUTM Mali assure des missions de formation, de conseil et d'entraînement auprès des FAMa. Pour la plupart, les formations sont axées sur le niveau opérationnel. Il s'agit par exemple de cours de tir embusqué, de tir indirect (mortier, artillerie, éléments de contrôle aérien tactique), de logistique, d'ingénierie, de lutte contre les EEI, de droits de l'homme et de droit international humanitaire.

Au niveau stratégique, l'EUTM Mali travaille en étroite coopération avec l'état-major général des armées et, dans ce contexte, conseille quotidiennement les décideurs au sein des FAMa.

Nous sommes fermement convaincus qu'en renforçant les capacités de commandement des jeunes officiers et sous-officiers maliens, aussi bien au sein des académies militaires qu'au cours des formations, et développant leur sens des responsabilités et en les sensibilisant à leur obligation de rendre des comptes, nous parviendrons à améliorer durablement les prestations des FAMa. Ce sont-là les aspects essentiels de toute formation et de tout entraînement. Ce n'est qu'en respectant ces éléments fondamentaux que les FAMa seront acceptées par la population et que leur action sera reconnue.

www.eutmmali.eu





Cellule de coordination régionale pour le SAHEL

MALI - NIGER - TCHAD - BURKINA FASO - MAURITANIE

Crée en juillet, la cellule de coordination régionale (CCR) dispose d'un effectif de 15 personnes et constitue une initiative nouvelle et innovante visant à compléter l'action PSDC menée au Sahel et à la rendre plus efficace. Elle est destinée à renforcer l'appui que l'UE apporte aux structures de sécurité et de défense des pays du Sahel, une attention particulière étant portée au G5 Sahel.

OBJECTIFS

Il s'agit d'une action toute particulière, menée par du personnel tant civil que militaire, dont les objectifs stratégiques sont les suivants: 1) faciliter la coopération transfrontalière, 2) soutenir les structures de coopération régionale, en particulier celles du G5 Sahel et 3) renforcer dans ce contexte les capacités nationales des pays du G5 Sahel.

L'idée est que, tout en s'appuyant sur les missions PSDC déployées dans le Sahel (EUCAP Mali, EUTM Mali et EUCAP Niger), la CCR étudiera la possibilité d'étendre la présence PSDC dans la région, en formulant des propositions d'actions concrètes, au niveau régional comme national. Pour ce faire, il est évidemment nécessaire de disposer d'une vue d'ensemble et d'une évaluation réaliste et technique de la situation actuelle dans les pays du G5.

EMPLACEMENT

La CCR a son siège à Bamako - au même endroit que l'EUCAP SAHEL Mali -, où sont basés sept de ses membres. Sept autres membres, des experts en matière de sécurité intérieure et de défense, sont intégrés dans les délégations de l'UE au Burkina Faso, au Tchad, en Mauritanie et au Niger. Ce réseau est complété par les trois missions PSDC au Sahel (EUCAP Sahel Mali, EUTM Mali et EUCAP Sahel Niger), qui ont désigné des points focaux pour la régionalisation. Un élément de soutien Bruxelles, installé à l'état-major opérationnel à Bruxelles, complète cette structure.

ACTIVITÉS

La CCR a élaboré une méthode et commencé à travailler pour dresser un état des lieux des forces de défense, des forces de sécurité intérieure et des institutions concernées par la coopération transfrontalière en vue de répertorier les principales lacunes et les principaux besoins et de formuler des recommandations en la matière, qui serviront de base à la rédaction d'un plan de mise en œuvre régional PSDC.

Elle a organisé un séminaire, auquel ont participé des représentants des missions et des délégations, afin de

mettre au point l'approche régionale et de discuter des évolutions futures dans la région.

Les experts en matière de sécurité intérieure et de défense, les points focaux et le personnel du siège de la CCR ont organisé plus d'une centaine de réunions et d'entretiens. En outre, les experts en matière de sécurité et de défense soutiennent les délégations lorsqu'elles interviennent dans leur domaine d'expertise.

La CCR a mené le travail de planification nécessaire pour faciliter l'organisation de cours de formation par les missions PSDC présentes au Sahel, au profit de stagiaires des pays du G5 Sahel appelés à se former dans le domaine de la sécurité et de la défense. Ce travail commencera en 2018.





EUCAP Somalia

La mission s'est attachée, avec un effectif de 48 personnes, à aider la Somalie à reconstruire, après 25 ans de conflit, les institutions de son secteur de la sécurité et à élaborer une législation connexe pour le secteur maritime et l'amélioration de la sécurité en mer. Le siège de la mission se trouve à Mogadiscio, avec des antennes à Hargeisa (Somaliland) et à Garowe (Puntland).

RÉALISATIONS

Nous avons fait progresser la définition de l'architecture de sécurité maritime somalienne en jouant le rôle de chef de file - rôle partagé avec le ministère somalien de la sécurité intérieure - dans le cadre du sous-volet maritime de l'approche globale en matière de sécurité, approuvé au niveau international et par la partie somalienne. C'est important parce que le sous-volet maritime a pour but d'aider le gouvernement fédéral somalien et les États fédéraux de Somalie à mettre au point l'architecture nationale de sécurité, qui prévoit la mise en place des garde-côtes fédéraux somaliens et des unités régionales de la police maritime.

Nous avons encadré le conseil pour le développement professionnel de la police somalienne afin d'élaborer un programme de formation à l'échelle de la Somalie pour les nouvelles recrues de la police - y compris, pour la première fois, des recrues destinées aux forces maritimes. La mission a aussi soutenu la police de l'Union africaine et les Nations unies, qui ont organisé des stages de formation des formateurs afin de mettre en œuvre le nouveau programme de cours.

La mission a œuvré au renforcement des capacités somaliennes de formation en matière de maintien de l'ordre en mer grâce à l'accueil des premières classes organisées pour l'unité de police maritime de Mogadiscio, dans la salle de cours informatique multifonctions que la mission finance à l'école de police.

À son siège et dans chacune de ses antennes, la mission a réuni et formé aux règles du droit maritime tous les intervenants de l'action pénale (police, procureurs et juges) - c'était la première fois qu'ils étaient tous réunis pour apprendre la valeur de la coopération.

ACTIVITÉS

Organisation de 20 ateliers sur l'application du droit maritime civil, l'action pénale en droit maritime et la rédaction de lois, à l'intention des policiers, procureurs et juges spécialisés en droit maritime; 342 personnes (dont 44 ♀) y ont participé.

Encadrement de 245 personnes au niveau ministériel et des conseillers ministériels en Somalie, au Somaliland et au Puntland sur des sujets comme les fonctions de garde-côtes telles qu'elles ont été approuvées au niveau international, les modalités possibles de répartition des responsabilités liées à ces fonctions et les pouvoirs que le droit international octroie aux autorités chargées de faire appliquer le droit maritime.

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

La mission a examiné 9 législations, puis donné un avis à leur sujet, par exemple le projet de loi sur les garde-côtes nationaux somaliens, les pêcheries, la lutte contre la piraterie au Somaliland, et le projet de législation sur la criminalité organisée dans la perspective d'une adhésion à la convention de Palerme.

La mission a examiné 10 politiques ou stratégies nationales, puis donné un avis à leur sujet, notamment le plan de sécurité, le projet d'évaluation nationale de la menace maritime, le projet de plan d'action conjoint pour les garde-côtes au Somaliland et le plan pour la police d'État du Puntland.

SOUTIEN CONCRET

Du matériel d'une valeur de 233 144 euros a été donné, depuis des cahiers de notes à des ancrages embarqués, des cordes d'amarrage et des gilets de sauvetage en passant par un générateur, des unités de conditionnement d'air, des imprimantes et des logiciels.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Nous considérons l'EUCAP Somalia comme notre "guichet unique" pour les conseils en matière de sécurité maritime.
Omar Ali, député, chef de cabinet du président Hassan Sheikh Mohamed





Mission de formation de l'Union européenne en SOMALIE

L'EUTM Somalia a dispensé des conseils militaires au niveau politique et stratégique en s'appuyant sur son approche basée sur les trois piliers que sont la formation, le conseil et l'encadrement. Elle est essentiellement axée sur le secteur somalien de la défense afin de renforcer ses capacités et de permettre ainsi aux forces de sécurité nationales somaliennes d'assumer progressivement des responsabilités dans le domaine de la sécurité.

RÉALISATIONS

La mission a contribué à la mise au point et à la rédaction de la stratégie de défense nationale somalienne, en partenariat avec le ministère somalien de la défense et l'armée nationale somalienne. Elle a contribué à l'approbation du plan semestriel de l'armée nationale somalienne, qui détaille les structures organisationnelles des différents départements, sections et branches du ministère de la défense, ainsi que les tâches correspondantes, les descriptions de poste et les qualifications requises pour chaque poste, et à l'approbation du système annuel d'évaluation du personnel.

Elle a permis que le chef des forces de défense soit en mesure de promulguer les procédures de recrutement, d'évaluation, de contrôle et de sélection du personnel de l'armée nationale somalienne, ce qui instaure un processus légal et transparent approprié pour le recrutement de personnel au sein de l'armée nationale somalienne.

Elle contribué à la fusion et au regroupement du ministère somalien de la défense et du quartier-général de l'armée nationale somalienne, permettant ainsi une coordination plus étroite entre ces deux entités, et elle a œuvré pour qu'un contrôle civil et politique soit exercé sur les forces armées nationales somaliennes. Elle a permis le déploiement opérationnel de la compagnie d'infanterie pilote, la première unité de l'armée nationale somalienne qui a bénéficié d'une formation collective dispensée par l'EUTM Somalia.

La mission a entraîné, conjointement avec la mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) et l'armée nationale somalienne, la 1re et la 2e compagnies "Flame", avec la contribution d'acteurs internationaux tels que le CICR et les Nations unies; cet entraînement s'est accompagné d'une phase d'encadrement durant laquelle l'AMISOM a facilité un exercice de tir en conditions réelles, qui a montré de quelle manière l'EUTM Somalia, l'AMISOM et l'armée nationale somalienne pouvaient coordonner leurs ressources afin de dispenser ensemble un entraînement de qualité. La mission a obtenu de la délégation de l'UE en Somalie une contribution de 2,1 millions d'euros pour réaménager Villa Gashandiga,

le site commun abritant le ministère de la défense et le quartier-général de l'armée nationale somalienne.

ACTIVITÉS

Organisation de 4 grandes formations, avec remise de brevets pour 150 soldats de la compagnie pilote d'infanterie légère, 100 soldats de la 1re compagnie "Flame", 137 soldats de la 2e compagnie "Flame" et 23 personnes issues du programme de formation des formateurs.

La poursuite de la mise en œuvre du modèle de formation basé sur la compagnie d'infanterie pilote, l'accent étant mis sur la formation par unité et les stages de formation des formateurs, permettra de fournir au moins trois compagnies par an à l'armée nationale somalienne. Ces compagnies seront capables de mener des opérations conjointes avec l'AMISOM, de lutter contre l'insurrection et d'apporter davantage de sécurité à la population somalienne. Les stages de formation des formateurs, en particulier, permettront aux forces armées somaliennes d'assumer la responsabilité de leur propre système de formation.

PARTENAIRES

A niveau local, la mission de formation de l'Union européenne en Somalie travaille avec l'armée nationale somalienne et le ministère de la défense. Ses partenaires internationaux sont le Bureau d'appui de l'ONU pour la Somalie (UNSOS), le Bureau d'appui de l'ONU pour l'AMISOM (UNSOA), la délégation de l'UE, l'AMISOM, l'EUNAVFOR, l'EUCAP Somalia, la cellule de coordination militaire des États-Unis, les ambassades italienne, britannique et turque en Somalie et des ambassadeurs/attachés militaires (essentiellement d'États membres de l'UE ayant nommé du personnel au siège de l'EUTM).

ENGAGEMENT

La mission comprend 193 membres provenant de 11 États membres et d'un État tiers participant, ainsi que 15 employés locaux.

eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eutm-somalia_en





FORCE NAVALE DE L'UE (EUNAVFOR) EN SOMALIE - OPÉRATION ATALANTA

L'opération ATALANTA a lutté contre la piraterie au large des côtes somaliennes et protégé les navires du Programme alimentaire mondial et d'autres navires vulnérables. L'EUNAVFOR a poursuivi sa mission de base, qui est de dissuader, d'empêcher et de réprimer les actes de piraterie dans le golfe d'Aden et l'océan Indien occidental.

OBJECTIFS

Conformément à la résolution 1816 du Conseil de sécurité des Nations unies, l'opération ATALANTA œuvre à la protection des navires vulnérables, notamment les navires du Programme alimentaire mondial (PAM) acheminant de l'aide alimentaire en Somalie, à la dissuasion, à la prévention et à la répression des actes de piraterie et des vols à main armée en mer, et à la surveillance des activités de pêche au large des côtes somaliennes. L'EUNAVFOR soutient également - dans la mesure de ses moyens et de ses capacités - d'autres missions, institutions et instruments de l'UE travaillant en Somalie et des programmes régionaux de l'UE dans le domaine de la sécurité maritime, par exemple le programme pour les routes maritimes critiques de l'océan Indien (CRIMARIO), le programme pour la sécurité maritime régionale (MASE) et la surveillance des activités de pêche au large des côtes somaliennes.

RÉALISATIONS

L'opération a considérablement contribué, avec ses partenaires internationaux, à la diminution des actes de piraterie. Au plus fort de la vague de piraterie d'origine somalienne en janvier 2011, 736 otages étaient détenus et 32 embarcations capturées. Depuis novembre 2017, aucun navire n'est aux mains des pirates et aucun membre d'équipage d'un navire enregistré à l'Organisation maritime internationale n'en est l'otage. En dépit d'une nette hausse des activités de piraterie en 2017, les 12 tentatives d'actes de piraterie ont toutes échoué. En novembre 2017, 6 pirates présumés ont pu être arrêtés et transférés aux autorités des Seychelles pour la suite des procédures judiciaires.

L'opération continue d'afficher un taux de réussite de 100 % pour la protection des navires du PAM livrant de l'aide en Somalie: un peu plus de 313 000 tonnes métriques d'aide alimentaire ont été acheminées en 2017.

Il demeure essentiel de poursuivre les pirates arrêtés par l'EUNAVFOR et transférés vers les États régionaux pour y être jugés (processus dit de l'"aboutissement juridique") si l'on veut une campagne de dissuasion crédible. Au total, l'EUNAVFOR a transféré 166 pirates présumés depuis 2009, ce

qui a donné lieu à 145 condamnations et à 15 acquittements, 6 affaires étant toujours en cours.

Le Centre de sécurité maritime - Corne de l'Afrique (MSCHOA), une initiative de l'EUNAVFOR, évalue la vulnérabilité des navires sur la base de rapports volontaires et fournit 24 heures sur 24, sept jours sur sept, un soutien aux capitaines des navires transitant par la zone d'opération. Le MSCHOA est la clé de voûte de la relation entre l'EUNAVFOR et le secteur du transport maritime commercial depuis le lancement de l'opération.

ACTIVITÉS

Une coopération s'est établie avec d'autres opérations internationales et multinationales de lutte contre la piraterie ainsi qu'avec le secteur maritime pour appliquer les bonnes pratiques de gestion et utiliser des équipes de sécurité armées privées, l'objectif étant d'empêcher les actes de piraterie. Cependant, l'attaque menée en mars 2017 contre le pétrolier MV Aris 13 a été le premier des douze actes de piraterie vérifiés durant l'année et montre clairement que certains ont toujours l'intention et les moyens de commettre des actes de piraterie et que des possibilités s'offrent encore à eux.

L'opération a continué de protéger les navires du PAM acheminant de l'aide alimentaire pour la population somalienne grâce à des activités d'escorte et de surveillance, ainsi qu'à l'utilisation de détachements autonomes de protection des navires (DAPN) à bord des navires affrétés par le PAM.

Dans le même temps, l'opération ATALANTA a continué de soutenir l'EUCAP Somalia et l'EUTM Somalia (ses deux missions sœurs dans le cadre de l'approche globale de l'UE concernant la Somalie), notamment en donnant des formations aux unités maritimes somaliennes à Mogadiscio ainsi que dans le Puntland et le Galmudud.

www.eunavfor.eu





MISSION DE FORMATION DE L'UE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (EUTM RCA)

Basée à Bangui, la mission militaire de formation de l'UE en République centrafricaine (EUTM RCA) contribue à l'approche globale de l'UE et à la réforme du secteur de la sécurité dans le pays.

OBJECTIFS

À cet effet, elle soutient la réforme du secteur de la défense, dans le cadre d'un processus global de réforme du secteur de la sécurité pris en main au niveau local et coordonné par la mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), en étroite coordination avec la délégation de l'UE en République centrafricaine.

RÉALISATIONS

La mission a contribué à la validation et à la promulgation de documents de doctrine et de documents fondateurs, tels que le plan de défense nationale, l'organisation des forces armées et les structures organisationnelles du personnel.

La mission a élaboré un programme de cours qui doit être intégré dans le système de formation des forces armées centrafricaines (FACA) conformément au concept de formation des formateurs, l'objectif étant que les FACA soient davantage associées à la politique de formation et se l'approprient, sur des thèmes tels que les actions opérationnelles et le droit international humanitaire (DIH).

En collaboration avec les FACA, la mission a contribué à la formation d'anciens membres de groupes armés qui sont recrutés via le projet pilote en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

ACTIVITÉS

La mission a dispensé une formation individuelle et collective de base dans le domaine de l'infanterie à environ 1 300 soldats de deux bataillons d'infanterie territoriaux, depuis l'instruction de base des recrues jusqu'à la formation collective des unités au niveau du bataillon.

La mission a prodigué des conseils au niveau du ministère de la défense et de l'état-major conjoint par le biais de huit groupes de travail auxquels ont participé le ministère de la défense, les forces armées et la mission.

En coordination avec la MINUSCA, ces groupes de travail ont

couvert les domaines de la politique de défense, de l'éducation et de la formation, des ressources humaines, des systèmes de communication et d'information (SIC), de la logistique, du renseignement, de l'information publique ainsi que du budget et des finances.

À la demande du président de la République centrafricaine, l'EUTM RCA a évalué et validé des unités qui avaient reçu à l'étranger une formation donnée par des États de l'Union africaine (UA), ainsi qu'une formation militaire de base pour de jeunes policiers et gendarmes.

Ces activités contribuent toutes ensemble à la mise en place de FACA modernes, efficaces, crédibles et équilibrées du point de vue ethnique.

PARTENAIRES

MINUSCA, EUDEL, French Embassy, US Embassy, Chinese Embassy, and the African Union.

ENGAGEMENT

Avec en moyenne un effectif de 170 personnes provenant de neuf États membres de l'UE et de trois États tiers contributeurs, l'EUTM RCA a été lancée le 16 juillet 2016 et son mandat expire en principe le 20 septembre 2018. Le budget de la mission pour 2017 s'élève à 4,2 millions d'euros. Un réexamen stratégique de la mission est en cours.

eeas.europa.eu/csdp-missions-operations/eutm-rca_en





EUFOR ALTHEA BOSNIE HERZÉGOVINE

L'opération EUFOR ALTHEA a coopéré étroitement avec le ministère de la défense de Bosnie-Herzégovine en assurant le renforcement des capacités et la formation des forces armées de Bosnie-Herzégovine. Elle reste un acteur essentiel pour favoriser le développement et le maintien d'un environnement sûr et sécurisé.

OBJECTIFS

L'EUFOR constitue le principal acteur militaire dans le cadre de la stabilisation de la paix au titre de l'Accord-cadre général pour la paix, tout en coopérant étroitement avec l'OTAN en application des arrangements "Berlin Plus" (ce qui lui permet de mobiliser des forces de réserve mobiles et polyvalentes que l'OTAN tient prêtes pour accroître les forces sur le théâtre d'opérations et faire face à toute urgence militaire éventuelle, y compris fournir sur demande un soutien au ministère de la sécurité et au ministère de la défense de Bosnie-Herzégovine). Conformément au mandat exécutif qui lui a été confié en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies (résolution 2384/2017 du CSNU), l'opération EUFOR contribue au maintien d'un environnement sûr et sécurisé en Bosnie-Herzégovine, favorisant ainsi un climat de paix et de stabilité.

RÉALISATIONS

L'EUFOR a co-organisé l'exercice "Quick Response 17" lors duquel les services répressifs de Bosnie-Herzégovine, les forces armées et l'EUFOR ont pris part tous ensemble pour la première fois à des scénarios réalistes afin de tester leurs plans de contingence respectifs. L'EUFOR a fait appel à sa force de réserve hors théâtre d'opération, et ses troupes comprenaient notamment le bataillon multinational, la réserve tactique de la KFOR et la force de réserve intermédiaire britannique. Parmi les zones d'exercice en conditions réelles figurait l'aéroport international de Sarajevo, où l'EUFOR a apporté son soutien à l'Agence d'État d'investigation et de protection (SIPA), à la police aux frontières ainsi qu'aux autorités aéroportuaires. Cet exercice à grande échelle a mis en évidence le remarquable niveau de capacité tactique développé au sein des forces armées de Bosnie-Herzégovine et souligné la capacité des forces réservistes engagées à se déployer en Bosnie-Herzégovine en cas de nécessité.

L'EUFOR a continué d'apporter son soutien aux forces armées de Bosnie-Herzégovine en assurant l'entreposage et l'élimination en toute sécurité de l'ensemble des armes et munitions excédentaires, ce qui a renforcé la sécurité et permettra de libérer pour des tâches opérationnelles et de formation les nombreux soldats des forces armées de

Bosnie-Herzégovine chargés de surveiller et d'entretenir les trente sites d'entreposage d'armes. Dans le cadre de ce processus, l'EUFOR participe à l'aide de l'Union européenne apportée au projet EUSTAR concernant la gestion des stocks d'armes, le soutien technique et la réduction des quantités excessives de munitions. Lancé en juillet 2017, ce projet vise à assurer une étroite coopération entre les autorités locales (ministère de la défense et forces armées de Bosnie-Herzégovine) et les acteurs internationaux (UE, EUFOR et PNUD) afin de contribuer à l'élimination d'environ 3 000 tonnes de munitions instables et dangereuses et de systèmes d'armes complexes.

ACTIVITÉS

L'EUFOR a dispensé 45 cours de formation aux forces armées de Bosnie-Herzégovine sur des questions telles que les opérations de secours en cas de catastrophe, la gestion des stocks d'armes et de munitions et les risques que présentent les mines. Elle continue de mener auprès des catégories à risque et vulnérables, telles que les agriculteurs, les entreprises forestières, les clubs de chasse et, en particulier, les enfants de tous âges, des actions destinées à les sensibiliser aux risques que présentent les mines et à promouvoir des comportements prudents.

L'EUFOR a proposé des actions de sensibilisation aux risques que présentent les mines à 17 786 personnes (entre le 1^{er} janvier et le 30 décembre 2017).

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

La coopération avec les forces internationales est importante, en l'occurrence avec l'EUFOR, qui nous apporte son aide et son soutien dans bien des situations réelles.

Dragan Mektić, ministre de la sécurité de Bosnie-Herzégovine

L'EUFOR fournit une aide considérable en vérifiant et renforçant le niveau d'interopérabilité de nos unités pour les activités menées conjointement avec les forces armées des pays de l'Union européenne et de l'OTAN.

Marina Pendeš, ministre de la défense de Bosnie-Herzégovine

www.euforbih.org





EUNAVFOR MED – OPÉRATION SOPHIA (SUD DE LA MÉDITERRANÉE)

L'opération Sophia est une opération militaire de gestion de crise qui a contribué à améliorer la sécurité maritime en Méditerranée et a concouru au retour de la stabilité et de la sécurité en Libye. Son objectif est de participer au démantèlement du modèle économique des réseaux de trafic de clandestins et de traite des êtres humains en Méditerranée centrale.

OBJECTIFS

L'opération Sophia est une opération militaire de gestion de crise qui contribue à améliorer la sécurité maritime en Méditerranée et concourt au retour de la stabilité et de la sécurité en Libye.

Son objectif premier est de participer au démantèlement du modèle économique des réseaux de trafic de clandestins et de traite des êtres humains en Méditerranée centrale.

RÉALISATIONS

Cette opération a sauvé 10 759 vies en mer, remis plus de 30 passeurs présumés aux autorités italiennes et neutralisé 155 embarcations de passeurs.

Ainsi que l'a constaté la communauté internationale, l'opération Sophia a eu un effet dissuasif déterminant sur les trafiquants d'armes dans les eaux internationales, avec l'interpellation de plus de 1 000 navires marchands, 74 approches amicales, 7 contrôles de pavillon ainsi que 3 arraisonnements.

EUNAVFOR MED a formé 201 membres des garde-côtes libyens et de la marine libyenne au démantèlement de toute forme de trafic et aux activités de recherche et de sauvetage.

Des programmes de formation ont été organisés à bord de navires néerlandais et italiens ainsi que dans des infrastructures de formation à terre en Grèce, en Italie et à Malte. En 2018, d'autres formations seront aussi dispensées à terre en Espagne, en Grèce et en Italie. De nouvelles contributions devraient être apportées par des États membres et des partenaires.

Le forum semestriel SHADE MED (appréciation commune de la situation et harmonisation des interventions en Méditerranée (SHared Awareness and De-confliction in the Mediterranean)) continue de promouvoir la coordination et l'harmonisation entre les différents acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux, militaires et non-militaires. En novembre 2017, le 5e forum SHADE

MED a réuni plus de 200 participants, dont des ONG et des organisations de transport maritime.

PARTENAIRES

Jusqu'à présent, le partenariat a été le mot clé: pays partenaires, organisations partenaires, ONG, agences internationales qui travaillent ensemble et partagent leurs expériences sur la façon de gérer - d'un point de vue humanitaire - quelque chose de difficile à gérer, en particulier les personnes traversé un voyage très difficile.

ENGAGEMENT

En 2017, vingt-sept États membres ont contribué à l'opération par des moyens, des ressources, un soutien logistique et du personnel, l'Italie fournissant l'état-major de l'opération.

Cette même année, tant l'Italie que l'Espagne ont fourni des navires amiraux. Pour la formation des membres des garde-côtes libyens et de la marine libyenne, de nombreux États membres ont fourni des contributions financières volontaires ainsi que des infrastructures à terre, l'Allemagne, la Belgique, la Grèce, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni déployant des équipes de formation.

Un soutien supplémentaire est apporté par l'UE, des organisations internationales et des ONG, y compris par FRONTEX, l'EASO, la MANUL, le HCR, l'OIM, le CISOM et la fondation italienne RAVA.

eeas.europa.eu/csdp/missions-and-operations/eunavfor-med/index_en.htm





*Mission de l'UE d'assistance à la frontière (EUBAM) entre la Moldavie et l'Ukraine

La mission s'est employée, avec un effectif de 167 personnes, à promouvoir les contrôles aux frontières, les contrôles douaniers et les pratiques commerciales répondant aux normes de l'UE à la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine. Elle contribue aux mesures de coopération transfrontalière et d'instauration d'un climat de confiance visant à la résolution pacifique du conflit de Transnistrie.

RÉALISATIONS

L'EUBAM a approuvé une stratégie nationale de l'Ukraine visant à lutter contre la fabrication et la vente illégales de produits du tabac, après s'être employée pendant deux ans, en contribuant au texte, à aider les autorités ukrainiennes à élaborer la stratégie.

L'EUBAM a mené des opérations conjointes de contrôle des frontières qui ciblaient la circulation illégale des armes à feu, des explosifs, des armes chimiques, biologiques et radiologiques ainsi que les itinéraires de contrebande de cigarettes en Moldavie et en Ukraine. Ces opérations ont conduit à la saisie de 1 706 armes à feu, de plus de 179 000 cartouches de munitions et de plus de 950 grenades. Sept lots de cigarettes, soit 120 millions de cigarettes au total, ont été contrôlés.

L'EUBAM a apporté sa contribution au nouveau projet d'accord sur l'établissement d'un contrôle conjoint de la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine qui a été signé en octobre entre les chefs du service général de la police des frontières de la République de Moldavie et les services des garde-frontières nationaux de l'Ukraine.

ACTIVITÉS

L'EUBAM a encadré quelque 1 800 agents des douanes et garde-frontières moldaves et ukrainiens, cet encadrement ayant été assuré au niveau opérationnel dans 90 % des cas. Les experts de l'EUBAM sont présents directement sur la frontière entre la Moldavie et l'Ukraine et travaillent aux côtés des partenaires moldaves et ukrainiens en offrant chaque jour un encadrement sur le terrain. Les principaux thèmes abordés par ce programme d'encadrement ont été l'analyse des risques, les normes commerciales et en matière de contrôle phytosanitaire, le profilage et le contrôle des conteneurs, le suivi, le scannage de conteneurs et l'interprétation des images scannées ainsi que la procédure de dédouanement à l'importation des envois postaux internationaux.

INFLUENCE SUR LES LÉGISLATIONS ET LES POLITIQUES

L'EUBAM a examiné 17 lois, puis a donné son avis; les plus

importantes d'entre elles relèvent du domaine des codes douaniers ukrainien et moldave, du contrôle conjoint, des opérateurs économiques agréés, des contrôles après dédouanement et des droits de propriété intellectuelle.

L'EUBAM a examiné 12 mesures nationales, puis a donné son avis; les plus importantes d'entre elles sont l'élaboration de la stratégie moldave de gestion des risques, la stratégie douanière et la stratégie de gestion intégrée des frontières, ainsi que la stratégie ukrainienne nationale de lutte contre la fabrication et la vente illégales de produits du tabac et l'adhésion de l'Ukraine à la convention régionale sur les règles d'origine préférentielles paneuro-méditerranéennes.

SOUTIEN CONCRET

Quatorze véhicules ont été remis aux partenaires dans le cadre de la stratégie de durabilité et de transfert.

CE QU'EN DISENT NOS PARTENAIRES

Nos garde-frontières bénéficient sur le terrain d'un encadrement très utile de la part des experts de la mission, notamment en ce qui concerne la réalisation des évaluations et analyses des risques.

Lieutenant Colonel Sergey Oleynichenko, assistant du chef du détachement des gardes-frontières ukrainiens

L'an dernier, lorsque nous recevions un accès aux bases de données d'Interpol, la mission nous aidait à vérifier les informations en temps réel sur les bases de données internationales, ce qui avait une incidence considérable sur notre capacité à détecter la criminalité transfrontalière.

Colonel Andriy Biloborodchenko, chef du bureau de presse de la direction régionale (sud) du service des gardes-frontières nationaux d'Ukraine

Grâce à l'aide technique et méthodologique fournie par l'EUBAM, nous avons réussi à mettre en œuvre un certain nombre de meilleures pratiques internationales qui ont permis de nettement améliorer le travail des autorités douanières.

M. Vitalie Vrabie, directeur général du service des douanes moldave

*Cette mission n'est pas gérée au sein des structures de la PSDC et n'est donc pas à proprement parler une «mission PSDC». Cependant, ses objectifs sont très similaires à ceux des autres missions de la PSDC et nous l'incluons ici.



SOUTENIR LES MISSIONS CIVILES

BRUXELLES

Le personnel d'appui aux missions constitue le pilier de nos missions: c'est lui qui veille à ce que les missions puissent exécuter leur mandat en toute sécurité en sachant que leurs ordinateurs et d'autres systèmes informatiques, les véhicules, les recrutements, les services médicaux, les chaînes logistiques, les bâtiments, les archives et la gestion comptable sont gérés de manière professionnelle.

RÉALISATIONS

Créer et maintenir une mission sur un territoire étranger - cette année en particulier à Bagdad et à Tripoli - et gérer quelque 2 000 membres d'un personnel multilingue et multiculturel, afin de permettre à la mission de mener à bien son mandat, représente une tâche immense. C'est pourquoi l'appui aux missions, tant auprès des missions qu'à l'état-major à Bruxelles, joue un rôle essentiel dans notre capacité à exécuter les mandats qui nous ont été fixés par les États membres de l'UE.

En 2017, nous avons connu quelques évolutions majeures à cet égard. Nous avons entamé des négociations contractuelles concernant la mise en place d'un entrepôt commun pour tout notre matériel, afin de faire en sorte que son déploiement soit plus rapide et plus efficace. Dans le même ordre d'idées, nous avons renforcé et centralisé nos fonctions d'appui en recrutant davantage de personnel pour la plateforme d'appui aux missions qui a permis de combler des manques temporaires et de renforcer notre capacité dans toutes les missions civiles.

De décembre 2016 à novembre 2017, nous avons publié 824 avis de vacance relatifs à des postes internationaux pour nos missions; nous avons reçu 5 157 candidatures en 49 cycles de recrutement, qui ont toutes dû être traitées. Sur ces candidats, 83 % étaient des hommes et 17 % des femmes. Sur les candidats retenus, 23 % étaient des femmes et 77 % étaient des hommes. Au niveau des postes d'encadrement, sur nos dix chefs de mission, 30 % sont des femmes et 70 % sont des hommes.

QUESTIONS HORIZONTALES: RECRUTEMENT, INTÉGRATION DES QUESTIONS D'ÉGALITÉ DES GENRES, SÛRETÉ ET SÉCURITÉ

Nous avons réformé nos procédures de recrutement, en développant nos manuels sur les ressources humaines et la constitution des forces afin de rationaliser toutes les procédures autant que possible. Nous les avons ensuite confrontées au logiciel Goalkeeper de recrutement en ligne, mis en œuvre depuis mai, que beaucoup d'États membres ont

déjà utilisé. L'an prochain, nous espérons développer encore plus notre capacité de réactivité centrale, en notant qu'en novembre le Conseil a marqué son accord sur un concept de réactivité qui renforcera notre capacité à entreprendre de nouvelles missions plus rapidement et à mener à bien le mandat dès qu'une décision politique a été prise. Il s'agit d'une plateforme d'appui aux missions renforcée dont le centre de gravité se situe dans les missions existantes et qui s'inscrit dans le cadre d'un effort visant à accroître le taux global des effectifs des missions.

En 2017, nous avons redoublé d'efforts pour mieux intégrer les questions d'égalité entre les hommes et les femmes ainsi que les droits de l'homme dans toutes les activités des missions, aussi bien en améliorant l'équilibre hommes-femmes qu'en adoptant une approche qui tienne mieux compte des questions d'égalité des sexes et des droits de l'homme et qui constitue un élément essentiel de la réussite de la mise en œuvre du mandat. Toutes les missions prévoient maintenant un conseiller chargé de l'égalité entre les hommes et les femmes ou à la fois de l'égalité entre les hommes et les femmes et des droits de l'homme, et six missions disposent d'un système de points focaux parfaitement mis en place et opérationnel, notamment parce que nous avons engagé des experts pour des fonctions de conseil en matière d'égalité des sexes et de droits de l'homme dans deux missions (Libye et Somalie) où jusqu'alors il n'existe pas de poste dans ce domaine.

La sûreté et la sécurité de notre personnel ont pour nous une importance primordiale, étant donné en particulier que nos activités se déroulent parfois dans des contextes de très grande insécurité. Par conséquent, en 2017, nous avons augmenté de 50 % les effectifs de notre unité "Sécurité et Devoir de diligence" au sein de l'état-major (avec notamment, pour la première fois, un conseiller médical), ce qui nous permet de suivre la sécurité de la mission du point de vue de l'état-major. Nous avons en outre renforcé notre politique en matière de sécurité en révisant des publications essentielles, telles que le Manuel de sécurité sur le terrain.

eeas.europa.eu/topics/common-security-and-defence-policy-csdp/5438_en



Printed by the European External Action Service in Belgium.

Manuscrit achevé en janvier 2018.

Première édition

Ni le Service européen pour l'action extérieure ni aucune personne agissant au nom du Service européen pour l'action extérieure n'est responsable de l'usage qui pourrait être fait des informations données ci-après.

© Union européenne, 2018

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

Toute utilisation ou reproduction de photos ou d'autres documents dont le Service européen pour l'action extérieure n'est pas titulaire des droits d'auteur est interdite sans l'autorisation des titulaires des droits.

Print ISBN 978-92-9238-564-4 Numéro de catalogue OF-01-18-084-FR-C doi:10.2871/97780
PDF ISBN 978-92-9238-567-5 Numéro de catalogue OF-01-18-084-FR-N doi:10.2871/449278



www.eeas.europa.eu

Plus d'information:

La capacité civile de planification et de conduite (CPCC)
Avenue de Cortenbergh/Kortenberglaan 150
1040 Bruxelles/Brussel - Belgique

E-mail: cpcc.secretariat@eeas.europa.eu

État-major de l'Union européenne (EMUE)
Avenue de Cortenbergh/Kortenberglaan 150
1040 Bruxelles/Brussel - Belgique

E-mail: eums.info@eeas.europa.eu